

EXTRAIT du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL d'HILLION SÉANCE du lundi 26 septembre 2022

Date de convocation : 20 septembre 2022
Date d'affichage : 20 septembre 2022

Nombre de Conseillers en exercice : 27
Nombre de Conseillers présents : 21
Nombre de Conseillers votants : 27

L'an deux mille vingt-deux, le lundi vingt-six septembre à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la salle du Conseil Municipal en séance publique sous la présidence de madame le maire.

Étaient présents : A. Guennou – M. Cosson – M. Colas – A. Jégouic – K. Guessant – W. Macé – V. Rosnarho – H. Bourdonnais – M. Chaplain – D. Boulaire – B. Delanoë – M. Devrand – I. Crézé – E. Allanïc – F. Le Meur – A. Mercier – S. Hamon – F. Deniaux – E. Guy-Claereboudt – P. Carrière & A. Le Texier formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents excusés : G. Kuntz donnant procuration à A. Mercier, V. Rebours donnant procuration à M. Cosson, A.G. Depagne donnant procuration à A. Jégouic, S. Desbols donnant procuration à A. Guennou, S. Rault donnant procuration à M. Devrand, I. Lévêque donnant procuration à S. Hamon.

Était absent :

Monsieur Henri Bourdonnais est nommé secrétaire et monsieur Philippe Carrière, secrétaire adjoint.

OBJET : DÉSIGNATION DU DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES (DPD)

Rapporteur : Annie GUENNOU, maire

Il est rappelé que, dans le cadre de leurs missions et dans un contexte de développement de l'administration électronique et des usages numériques, les collectivités territoriales et établissements publics territoriaux utilisent, collectent et traitent de nombreuses données à caractère personnel, tant pour la gestion de leurs services publics locaux que pour celle de leur structure.

A ces fins, sont constitués des fichiers de toute nature, papier ou informatiques, contenant de nombreuses informations relatives aux administrés comme aux agents : état-civil, fichiers électoraux, fichiers périscolaires, fichiers des bénéficiaires d'aides sociales, fichiers d'abonnés, fichiers de police municipale, fichiers de ressources humaines, vidéosurveillance, géolocalisation... contenant des données à caractère personnel sensibles (données médicales, numéro de sécurité sociale, appartenance syndicale, biométrie, etc.).

La protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données est un droit fondamental et chacun a droit au respect de sa vie privée.

Depuis 1978, la législation protège les données personnelles. Elle a été récemment renforcée par le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

Dans ces conditions, les maires et présidents d'établissements publics territoriaux sont responsables des traitements informatiques et papier qui sont mis en œuvre et de la sécurité des données personnelles qu'ils contiennent et, à ce titre, peuvent voir leur responsabilité, notamment pénale, engagée en cas de non-respect des dispositions de la loi.

Par ailleurs, le règlement européen (UE) 2106/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD) du 27 avril 2016, s'applique au sein des États membres à partir du 25 mai 2018.

Ce règlement, qui renforce les obligations des responsables de traitement et les droits des personnes concernées, augmente les risques de sanction et impose, pour toute autorité publique effectuant des traitements de données à caractère personnel, la désignation d'un délégué à la protection des données (art. 37 du RGPD).

Dans la mesure où le RGPD prévoit la possibilité de désigner un délégué externe et que nous avons adhéré aux missions supplémentaires à caractère facultatif du Centre De Gestion des Côtes d'Armor (CDG22), cela offre notamment la possibilité de mettre à disposition des collectivités un délégué à la protection des données externe.

Considérant enfin que la mission proposée sera assurée par le CDG22 en tant que personne morale ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le règlement (UE) 2106/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RPDG) du 27 avril 2016, applicable au sein des États membres le 25 mai 2018,

VU la délibération n° 2017/55 du CDG22 du 27 novembre 2017 actualisant la convention d'adhésion aux missions supplémentaires à caractère facultatif du CDG22 prévoyant la possibilité de mettre à disposition des collectivités territoriales et établissements publics territoriaux un délégué à la protection des données,

Considérant que la commune peut disposer, dans le cadre de la convention d'adhésion aux missions supplémentaires à caractère facultatif signée avec le CDG22, de la mise à disposition d'informaticiens et agents qualifiés en matière de protection et sécurisation des données,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- De CONFIRMER le CDG22, délégué à la protection des données de la commune,
- De DONNER délégation à madame le maire pour effectuer toutes les opérations nécessaires d'une part, à la désignation du délégué à la protection des données auprès du CDG22 et de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) et d'autre part, à la réalisation des missions du délégué à la protection des données.

Annie GUENNOU
Maire

